

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1042

[2004/200760]

12 FEVRIER 2004. — Décret relatif au contrat de gestion et aux obligations d'information pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Généralités*

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, certaines matières visées aux articles 127, § 1^{er}, et 128 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° "contrat de gestion" : la convention passée entre le Gouvernement et l'organe de gestion d'un organisme visé à l'article 3 du présent décret, en vue de définir les règles et conditions spéciales en vertu desquelles cet organisme exerce ses missions de service public;

2° "organisme" : toute personne morale visée à l'article 3;

3° "organe de gestion" : le conseil d'administration d'un organisme ou, à défaut, tout autre organe, quelle que soit sa dénomination, qui dispose de tous les pouvoirs nécessaires à la réalisation des missions ou de l'objet social de l'organisme;

4° "plan d'entreprise" : le programme établi par l'organe de gestion exposant les moyens et ressources permettant à l'organisme de remplir ses missions et de rencontrer les objectifs définis par le contrat de gestion;

5° "Ministre de tutelle" : le Ministre du Gouvernement qui s'est vu attribuer un pouvoir de contrôle particulier sur l'organisme visé à l'article 3, §§ 1^{er}, 2 et 3, en vertu du décret ou de l'arrêté portant création dudit organisme ou de l'arrêté portant répartition des compétences au sein du Gouvernement;

6° "Gouvernement" : le Gouvernement de la Région wallonne.

Art. 3. § 1^{er}. Les chapitres II, III, IV et VI du présent décret sont applicables aux organismes suivants :

1° l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées;

2° le Centre hospitalier psychiatrique "Le Chêne aux Haies";

3° le Centre hospitalier psychiatrique "Les Marronniers";

4° l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises.

§ 2. Après l'entrée en vigueur du présent décret, les chapitres II, III et IV s'appliquent, sauf disposition contraire, à toute personne morale créée par décret ou par arrêté et pour laquelle il est prévu un contrat de gestion.

§ 3. Après l'entrée en vigueur du présent décret, le chapitre V s'applique, sauf disposition contraire, à toute personne morale créée par décret ou par arrêté et pour laquelle il n'est pas prévu de contrat de gestion.

CHAPITRE II. — *Elaboration, approbation et durée du contrat de gestion*

Art. 4. § 1^{er}. Préalablement à la rédaction du projet de contrat de gestion, le Gouvernement, en concertation avec l'organisme, à l'intervention de son organe de gestion, procède à l'évaluation du fonctionnement et de l'état du service public dont est chargé l'organisme.

Cette évaluation comporte les aspects relatifs au contexte économique, social et environnemental dans lequel travaille l'organisme, aux perspectives d'avenir du secteur d'activité, à la satisfaction des usagers et, le cas échéant, une analyse des effets du contrat de gestion précédent.

§ 2. Lors du renouvellement du contrat de gestion, le Gouvernement procède lui-même, en concertation avec l'organisme, à l'intervention de son organe de gestion, à l'évaluation visée au paragraphe 1^{er}. Il fait également procéder parallèlement par un tiers à cette évaluation.

Art. 5. § 1^{er}. Sur proposition du Ministre de tutelle, le Gouvernement adopte une note d'orientation déterminant les lignes directrices du projet de contrat de gestion.

§ 2. Dans le respect de la note d'orientation visée au paragraphe 1^{er}, le Ministre de tutelle établit un projet de contrat de gestion en tenant compte de l'évaluation visée à l'article 4. Ce projet est soumis à l'organisme pour concertation, à l'intervention de son organe de gestion.

§ 3. Le contrat de gestion est approuvé par le Gouvernement, sur proposition du Ministre de tutelle, et par l'organe de gestion.

§ 4. Dans le mois de sa conclusion, le Gouvernement transmet le contrat de gestion au Conseil régional wallon et le publie au *Moniteur belge*.

§ 5. Sans préjudice des règles applicables à la concertation sociale, le personnel de l'organisme est informé du contenu du contrat de gestion par une procédure définie par l'organisme et approuvée par le Ministre de tutelle.

Art. 6. Après la conclusion du contrat de gestion, l'organisme établit son plan d'entreprise.

Art. 7. § 1^{er}. Le contrat de gestion est conclu pour une durée de trois ans au moins et cinq ans au plus.

§ 2. Le contrat de gestion peut être modifié selon la procédure prévue à l'article 5.

§ 3. Au plus tard six mois avant l'expiration du contrat de gestion, le Ministre de tutelle procède à l'évaluation prévue à l'article 4.

Si un nouveau contrat de gestion n'entre pas en vigueur à l'expiration du précédent, le contrat de gestion venu à expiration peut être prorogé par le Ministre de tutelle pour une période non renouvelable de six mois. Cette prorogation est publiée au *Moniteur belge* par le Ministre de tutelle.

Si, à l'expiration du contrat de gestion éventuellement prorogé, un nouveau contrat de gestion n'est pas entré en vigueur, le Gouvernement arrête les règles provisoires applicables à la poursuite de l'exécution des missions de service public de l'organisme, comprenant au moins les matières visées aux articles 9 à 16. Ces règles provisoires sont applicables jusqu'à l'entrée en vigueur du nouveau contrat de gestion conclu conformément aux articles 4 et 5.

CHAPITRE III. — *Contenu du contrat de gestion*

Art. 8. Le Gouvernement détermine le contenu du contrat de gestion, qui porte sur les matières visées aux articles 9 à 16, auxquelles il peut, le cas échéant, apporter des précisions, eu égard aux spécificités des missions de l'organisme.

Art. 9. Le contrat de gestion précise les tâches que l'organisme assume en vue de l'exécution de ses missions de service public.

Les objectifs d'impact, de qualité, d'efficacité, d'efficience et d'économie à atteindre, sont déterminés par des critères mesurables, précis et assortis de délais de réalisation.

Art. 10. § 1^{er}. Si l'organisme bénéficie d'une dotation, le contrat de gestion en fixe le montant initial nécessaire à la couverture des charges qui découlent de l'exécution du contrat de gestion, en tenant compte des coûts et recettes de l'organisme relatifs à l'exécution de ses tâches.

§ 2. Le contrat de gestion détermine les règles de mise à disposition, d'adaptation de la dotation et les modalités de report de solde de la dotation.

§ 3. A moins que des lois ou décrets en disposent autrement, le contrat de gestion fixe les principes et les conditions de tarification pour les prestations fournies dans le cadre des tâches assumées, en vue de la mise en œuvre des missions de service public.

§ 4. Le contrat de gestion prévoit l'obligation de distinguer les coûts liés à la mise en œuvre des tâches et en particulier les dépenses d'investissement et les dépenses d'exploitation.

§ 5. Le contrat de gestion prévoit l'affectation des recettes des missions de service public.

Art. 11. Le contrat de gestion décrit les engagements de l'organisme vis-à-vis des usagers des services publics, notamment en matière d'information, ainsi que les mécanismes de compensation en cas de défaillance dans l'exécution des tâches.

Art. 12. Le contrat de gestion règle les conditions d'application des incitants ou des sanctions, notamment budgétaires, liés au niveau de réalisation des objectifs et des engagements de l'organisme.

Art. 13. Le contrat de gestion définit les indicateurs qualitatifs et quantitatifs liés à la réalisation de tous les objectifs visés à l'article 9 et composant le tableau de bord visé à l'article 17.

Pour chacun de ces indicateurs, une valeur de référence sera indiquée. Ces indicateurs seront repris dans le tableau de bord qui périodiquement indiquera leur degré de réalisation et leur évolution.

Art. 14. Le contrat de gestion règle ses procédures de modification et de renouvellement et ses règles de solution de conflits.

Art. 15. Le contrat de gestion contient des dispositions à prendre pour assurer le respect des politiques que le Gouvernement met en œuvre dans les autres matières qui relèvent de sa compétence.

Art. 16. Toute clause résolutoire expresse dans le contrat de gestion est réputée non écrite.

L'article 1184 du Code civil n'est pas applicable au contrat de gestion. La partie envers laquelle une obligation contenue dans le contrat de gestion n'est pas exécutée ne peut poursuivre que l'exécution de l'obligation et, le cas échéant, demander des dommages-intérêts, sans préjudice de l'application de toute sanction spéciale prévue dans le contrat de gestion.

CHAPITRE IV. — *Suivi et contrôle*

Art. 17. Le tableau de bord visé à l'article 13 fait l'objet d'une présentation périodique au Ministre-Président, au Ministre du Budget et au Ministre de tutelle, selon la fréquence choisie par le Ministre de tutelle, qui ne peut être inférieure à une présentation par an.

Art. 18. § 1^{er}. L'organe de gestion établit un rapport annuel sur la mise en œuvre du contrat de gestion. Ce rapport annuel est transmis au Gouvernement par le Ministre de tutelle.

Le Gouvernement détermine le contenu minimal du rapport visé à l'alinéa 1^{er}. Ce rapport comprend au minimum, d'une part, un examen de l'état de réalisation des objectifs sur la base des indicateurs visés à l'article 13 et, d'autre part, un bilan social sur l'application des règles relatives à la gestion du personnel et à la concertation sociale.

§ 2. Dans les meilleurs délais, le Ministre de tutelle et l'organe de gestion examinent en concertation le rapport visé au paragraphe 1^{er}.

Le Ministre de tutelle peut, s'il l'estime nécessaire, faire procéder par un tiers à une évaluation de la mise en œuvre du contrat de gestion.

§ 3. Le Ministre de tutelle fait rapport au Gouvernement.

§ 4. Le Gouvernement communique au Conseil régional wallon le rapport annuel visé au paragraphe 1^{er}.

CHAPITRE V. — *Informations particulières*

Art. 19. Les personnes morales visées à l'article 3, § 3, établissent un rapport d'information annuel dont le Gouvernement arrête le contenu et qui comprend au moins les points suivants, sans préjudice des règles existantes :

- 1° les comptes annuels du dernier exercice certifiés au moins par un réviseur d'entreprise;
- 2° les budgets de l'exercice suivant;
- 3° un bilan social sur l'application des règles relatives à la gestion du personnel et à la concertation sociale;
- 4° une présentation de la réalisation de l'objet social et le cas échéant, de la réalisation des objectifs définis par le Gouvernement et des effets de cette mise en œuvre pour les usagers et les bénéficiaires;
- 5° un plan qui expose, pour l'exercice suivant, les mesures et projets pris pour rencontrer ou améliorer la réalisation de l'objet social ou des objectifs fixés par le Gouvernement.

Art. 20. Le Gouvernement communique ce rapport annuel au Conseil régional wallon.

Art. 21. Le Conseil régional wallon peut solliciter du Gouvernement, du Ministre de tutelle ou de la personne morale tout complément d'information.

CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 22. A l'égard des organismes visés à l'article 3 qui disposent d'un contrat de gestion lors de l'entrée en vigueur du présent décret, les chapitres II à IV sont applicables à l'échéance du contrat de gestion en cours.

Art. 23. A l'égard des organismes visés à l'article 3 qui ne disposent pas d'un contrat de gestion lors de l'entrée en vigueur du présent décret, le processus d'élaboration d'un nouveau contrat de gestion est engagé dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent décret.

Le contrat de gestion doit être signé dans l'année qui suit l'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 12 février 2004.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipeement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Ph. COURARD

—————
Note

(1) *Session 2003-2004.*

Documents du Conseil 621 (2003-2004) n^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance publique du 11 février 2004.

Discussion - Vote.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 1042

[2004/200760]

12 FEBRUARI 2004. — **Decreet betreffende het beheerscontract en de verplichtingen tot informatieverstrekking voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Artikel 1. Dit decreet regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, sommige aangelegenheden bedoeld in de artikelen 127, § 1, en 128 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° "beheerscontract" : de overeenkomst gesloten tussen de regering en het bestuursorgaan van een instelling bedoeld in artikel 3 van dit decreet met als doel de regels en de bijzondere voorwaarden te bepalen krachtens welke die instelling zijn openbare opdrachten uitoefent;

2° "instelling" : elke rechtspersoon bedoeld in artikel 3;

3° "bestuursorgaan" : de raad van bestuur van een instelling of, bij ontstentenis, elk ander orgaan, ongeacht diens benaming, die over alle bevoegdheden beschikt die noodzakelijk zijn voor de verwezenlijking van de opdrachten of het maatschappelijk doel van de instelling;

4° "bedrijfsplan" : het programma dat door het bestuursorgaan wordt vastgesteld en waarin de middelen en inkomsten uiteengezet worden waarmee de instelling zijn opdrachten kan vervullen en de in het beheerscontract omschreven doelstellingen kan bereiken;

5° "toezichthoudend minister" : de minister van de regering aan wie een bijzondere controlebevoegdheid over de instelling bedoeld in artikel 3, §§ 1 tot en met 4, is toegevoegd krachtens het decreet of het besluit tot oprichting van de instelling of het besluit tot verdeling van de bevoegdheden in de regering;

6° "regering" : de Regering van het Waalse Gewest.

Art. 3. § 1. De hoofdstukken II, III, IV en VI van dit decreet gelden voor volgende instellingen :

1° het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Waal Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen);

2° het psychiatrisch ziekenhuis "Le Chêne aux Haies";

3° het psychiatrisch ziekenhuis "Les Marronniers";

4° het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waal instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen).

§ 2. Na de inwerkingtreding van dit decreet gelden de hoofdstukken II, III en IV, behalve andersluidende bepaling, voor elke rechtspersoon opgericht bij decreet of besluit en waarvoor in een beheerscontract is voorzien.

§ 3. Na de inwerkingtreding van dit decreet geldt hoofdstuk V, behalve andersluidende bepaling, voor elke rechtspersoon opgericht bij decreet of besluit en waarvoor niet in een beheerscontract is voorzien.

HOOFDSTUK II. — *Uitwerking, goedkeuring en duur van het beheerscontract*

Art. 4. § 1. Vóór het ontwerp van beheerscontract opgesteld wordt, wordt de werking en de staat van de dienstverlening waarmee de instelling belast is, in overleg met de instelling, door toedoen van diens bestuursorgaan, door de regering geëvalueerd.

Die evaluatie houdt de aspecten in die betrekking hebben op de economische, sociale en ecologische context waarin de instelling werkt, met de toekomstverwachtingen in de bedrijfstak, met de tevredenheid van de gebruikers en, in voorkomend geval, houdt ook een analyse van de gevolgen van het voorgaande beheerscontract in.

§ 2. Bij de hernieuwing van het beheerscontract wordt de evaluatie bedoeld in paragraaf 1 door de regering zelf verricht, in overleg met de instelling, door toedoen van diens bestuursorgaan. Die evaluatie wordt parallel aan een derde toevertrouwd.

Art. 5. § 1. Op voorstel van de toezichthoudend minister keurt de regering een beleidsnota goed waarin de hoofdlijnen van het ontwerp van beheerscontract vastgelegd worden.

§ 2. Met naleving van de beleidsnota bedoeld in paragraaf 1 stelt de toezichthoudend minister een ontwerp van beheerscontract op waarbij rekening gehouden wordt met de evaluatie bedoeld in artikel 4. Dat ontwerp wordt aan de instelling voorgelegd voor overleg, door toedoen van diens bestuursorgaan.

§ 3. Het beheerscontract wordt goedgekeurd door de regering, op voorstel van de toezichthoudend minister, en door het bestuursorgaan.

§ 4. Binnen de maand na het sluiten ervan wordt het beheerscontract door de regering aan de Waalse Gewestraad overgemaakt en wordt het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

§ 5. Onverminderd de regels geldend voor het sociaal overleg wordt het personeel van de instelling ingelicht over de inhoud van het beheerscontract volgens een door de instelling bepaalde en door de toezichthoudend minister goedgekeurde procedure.

Art. 6. Na het sluiten van het beheerscontract stelt de instelling zijn bedrijfsplan op.

Art. 7. § 1. Het beheerscontract wordt gesloten voor een duur van minstens drie maanden en hoogstens vijf jaar.

§ 2. Het beheerscontract kan gewijzigd worden volgens de procedure bepaald in artikel 5.

§ 3. Uiterlijk zes maanden vóór verstrijken van het beheerscontract wordt de evaluatie bepaald in artikel 4 door de toezichthoudend minister doorgevoerd.

Indien er geen nieuw beheerscontract in werking treedt bij aflopen van het vorige, kan het afgelopen beheerscontract door de toezichthoudend minister worden verlengd voor een niet hernieuwbare duur van zes maanden. Die verlenging wordt door de toezichthoudend minister in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Indien er bij het aflopen van het eventueel verlengde beheerscontract geen nieuw beheerscontract in werking is getreden, stelt de regering de voorlopige regels vast die gelden voor de verdere uitvoering van de openbare opdrachten van de instelling, waarin minstens de aangelegenheden bedoeld in de artikelen 9 tot en met 16 vervat zijn. Die voorlopige regels gelden tot aan de inwerkingtreding van het nieuwe beheerscontract dat overeenkomstig de artikelen 4 en 5 gesloten worden.

HOOFDSTUK III. — *Inhoud van het beheerscontract*

Art. 8. De regering bepaalt de inhoud van het beheerscontract, dat betrekking heeft op de aangelegenheden bedoeld in de artikelen 9 tot en met 16 die hij, in voorkomend geval, nader kan bepalen ten opzichte van de bijzonderheden van de opdrachten van de instelling.

Art. 9. In het beheerscontract worden de taken die de instelling op zich neemt met het oog op de uitvoering van zijn openbare opdrachten, nader bepaald.

De doelstellingen die bereikt dienen te worden terzake van impact, kwaliteit, doeltreffendheid, doelmatigheid en economie worden bepaald aan de hand van duidelijke, termijngerelateerde en meetbare criteria.

Art. 10. § 1. Indien de instelling voor een dotatie in aanmerking komt, wordt het aanvankelijke bedrag ervan dat noodzakelijk is voor de dekking van de kosten voortvloeiend uit de uitvoering van het beheerscontract waarbij rekening wordt gehouden met de kosten en ontvangsten van de instelling met betrekking tot de uitvoering van zijn taken, in het beheerscontract vastgesteld.

§ 2. In het beheerscontract worden de regels voor de terbeschikkingstelling, de aanpassing van de dotatie en de wijze van overbrenging van het restbedrag ervan vastgesteld.

§ 3. Tenzij de wetten of decreten er anders over beschikken, worden de beginselen en de voorwaarden voor de tarificatie van de prestaties die verstrekt worden in het kader van de taken die instelling op zich neemt met het oog op de implementering van zijn openbare opdrachten, in het beheerscontract vastgesteld.

§ 4. In het beheerscontract wordt de verplichting vastgelegd om de kosten verbonden aan de taakuitvoering, en in het bijzonder de investeringsuitgaven en de bedrijfsuitgaven te onderscheiden.

§ 5. In het beheerscontract wordt de toerekening van de ontvangsten uit de openbare opdrachten vastgesteld.

Art. 11. In het beheerscontract worden de verbintenissen van de instelling omschreven ten opzichte van de gebruikers van de openbare dienstverlening, meer bepaald op het vlak van de informatieverstrekking, evenals de compensatiemechanismen indien de taakuitvoering in gebreke blijft.

Art. 12. In het beheerscontract worden de voorwaarden geregeld voor de toepassing van incentives of sancties, meer bepaald op begrotingsvlak, zoals ze verbonden zijn aan de mate van verwezenlijking van de doelstellingen en de verbintenissen van de instelling.

Art. 13. In het beheerscontract worden de kwalitatieve en kwantitatieve indicatoren bepaald die verbonden zijn aan de verwezenlijking van alle doelstellingen bedoeld in artikel 9 en die de situatie-overzichten bedoeld in artikel 17 uitmaken.

Voor elke indicator wordt er een referentiewaarde opgegeven. Die indicatoren worden in het situatie-overzicht opgenomen waarmee periodiek de graad van verwezenlijking en de evolutie ervan worden weergegeven.

Art. 14. In het beheerscontract worden de procedures voor wijziging en hernieuwing ervan alsook de regels voor conflictbeslechting bepaald.

Art. 15. In het beheerscontract wordt bepaald hoe de beleidskeuzes in acht genomen dienen te worden die door de regering geïmplementeerd worden in de andere aangelegenheden die onder zijn bevoegdheid vallen.

Art. 16. Elke uitdrukkelijke ontbindende voorwaarde in het beheerscontract is geacht ongeschreven te zijn.

Artikel 1184 van het Burgerlijk Wetboek geldt niet voor het beheerscontract. De partij jegens wie een verplichting in het beheerscontract niet wordt uitgevoerd, kan enkel de uitvoering van de verplichting vervolgen en, in voorkomend geval, schadevergoeding vragen onverminderd de toepassing van elke andere bijzondere sanctie die in het beheerscontract bepaald is.

HOOFDSTUK IV. — *Opvolging en controle*

Art. 17. Het situatie-overzicht bedoeld in artikel 13 kan periodiek aan de Minister-President, aan de Minister van Begroting en aan de toezichthoudend minister voorgelegd worden volgens de frequentie waarvoor de toezichthoudend minister kiest, maar die niet minder kan bedragen dan één presentatie van het situatie-overzicht per jaar.

Art. 18. § 1. Het beheersorgaan stelt een jaarverslag op over de implementering van het beheerscontract. Dat jaarverslag wordt door de toezichthoudend minister aan de regering overgemaakt.

De regering bepaalt de minimuminhoud van het verslag bedoeld in het eerste lid. In dat verslag wordt, enerzijds, minstens bekeken in hoeverre de doelstellingen zijn verwezenlijkt op basis van de indicatoren bedoeld in artikel 13, en, anderzijds, wordt een maatschappelijke balans voorgelegd over de toepassing van de regels met betrekking tot het personeelsbeheer en het sociaal overleg.

§ 2. Zo spoedig mogelijk wordt het verslag bedoeld in paragraaf 1 in onderling overleg door de toezichthoudend minister en het beheersorgaan ingezien.

De toezichthoudend minister kan, indien hij dat noodzakelijk acht, de implementering van het beheerscontract laten evalueren door een derde.

§ 3. De toezichthoudend minister brengt verslag uit aan de regering.

§ 4. De regering maakt het jaarverslag bedoeld in paragraaf 1 aan de Waalse Gewestraad over.

HOOFDSTUK V. — *Bijzondere inlichtingen*

Art. 19. De rechtspersonen bedoeld in artikel 3, § 3, stellen een jaarlijks informatieverlag op waarvan de regering de inhoud vaststelt en die minstens hiernavolgende punten inhoudt onverminderd de bestaande regels :

1° de jaarrekeningen van het laatste boekjaar, die minstens door een bedrijfsrevisor gecertificeerd worden;

2° de begrotingen van het volgende boekjaar;

3° een maatschappelijke balans over de toepassing van de regels met betrekking tot het personeelsbeheer en het sociaal overleg;

4° een presentatie van de verwezenlijking van het maatschappelijk doel en, in voorkomend geval, van de verwezenlijking van de doelstellingen omschreven door de regering en de gevolgen van de implementering ervan voor de gebruikers en de begunstigen;

5° een plan waarin voor het volgende werkingsjaar de maatregelen en projecten uiteengezet worden voor het bereiken of verbeteren van het te verwezenlijken maatschappelijk doel of de door de regering vastgestelde doelstellingen.

Art. 20. De regering maakt dat jaarverslag aan de Waalse Gewestraad over.

Art. 21. De Waalse Gewestraad kan de regering, de toezichhoudend minister of de rechtspersoon om elke aanvullende inlichting verzoeken.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 22. Ten opzichte van de instellingen bedoeld in artikel 3 die beschikken over een beheerscontract bij inwerkingtreding van dit decreet, gelden de hoofdstukken II tot en met IV bij het aflopen van het lopende beheerscontract.

Art. 23. Ten opzichte van de instellingen bedoeld in artikel 3 die niet beschikken over een beheerscontract bij inwerkingtreding van dit decreet wordt het proces voor de uitwerking van een nieuw beheerscontract ingeleid binnen de drie maanden na inwerkingtreding van dit decreet.

Het beheerscontract dient getekend te zijn binnen het jaar volgend op de inwerkingtreding van dit decreet.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 12 februari 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Ph. COURARD

—
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

Stukken van de Raad 621 (2003-2004) nrs. 1 tot en met 3.

Volledig verslag, openbare vergadering van 11 februari 2004.

Bespreking - Stemming.

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1043

[2004/200762]

12 FEVRIER 2004. — Décret relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Généralités*

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, certaines matières visées aux articles 127, § 1^{er}, et 128 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° "administrateur public" : toute personne ou son suppléant;

a) qui, de manière cumulative :

- siège au sein de l'organe chargé de la gestion d'une personne morale visée à l'article 3;

- a été nommée par le Gouvernement ou sur proposition de celui-ci, conformément au décret ou à l'arrêté portant création de ladite personne morale, à ses statuts ou aux droits du Gouvernement dans l'actionnariat;

b) et qui :

- n'est pas membre de droit de l'organe de gestion d'une personne morale visée à l'article 3;

- n'a pas été nommée, au sein de l'organe de gestion d'une personne morale visée à l'article 3, sur intervention de tiers disposant de ce pouvoir, conjointement ou non avec le Gouvernement;

2° "gestionnaire public" : toute personne qui n'est pas nommée en vertu des dispositions de l'arrêté du Gouvernement du 17 novembre 1994 portant sur le statut des fonctionnaires de la Région, autre qu'un administrateur public, chargée de la gestion journalière, ou agissant au sein de l'organe chargé de la gestion journalière de l'organisme, et nommée par le Gouvernement ou sur proposition de celui-ci;